

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 13/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES Petrochemicals France

Etablissement de Carling
BP 90290
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_TEPF_PS_2025-06-10_RAPVI_suivi échéances_MFM_01579
Code AIOT : 0006201063

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2025 dans l'établissement TOTALENERGIES Petrochemicals France implanté Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 05/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 30 avril 2025 s'inscrit dans le cadre de l'action régionale concernant le suivi des échéances. Elle porte sur les suites données au rapport d'inspection n°771 du 16 décembre 2024 faisant suite à la visite d'inspection du 5 novembre 2024 relative au risque incendie de l'atelier PS.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES Petrochemicals France
- Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006201063
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) est autorisée à exploiter plusieurs installations au sein de la plateforme Carling/Saint-Avold. Cet établissement est classé Seveso Seuil Haut et comporte plusieurs ateliers de production de résines d'hydrocarbures et de polymères, ainsi que des installations communes comprenant des installations de stockage et de distribution de matières premières. Le contrôle a concerné en particulier les installations de l'atelier Polystyrène (PS).

Elle est notamment réglementée par :

- l'arrêté préfectoral n°91-AG/2-187 du 9 avril 1991 modifié (arrêté atelier PS) ;
- l'arrêté préfectoral n°2006-DEDD/1-307 du 22 août 2006 modifié (arrêté cadre).

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Détections incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55-A (partiel)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	État des stocks de polymères	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article point 2.3.2 (partiel) de l'annexe I	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Stockage du polystyrène (produits finis)	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.3.2 (partiel) de l'annexe I	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Couronnes d'arrosage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		68 (partiel)		
5	Déversoirs mousse	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68 (partiel)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort notamment des constats réalisés lors de la visite du 30 avril 2025 que :

- certaines non-conformités relevées lors de la visite du 5 novembre 2024 ont pu être levées (cf. points de contrôle n°1, 2, 3 et 5) ;
- les justificatifs transmis par l'exploitant lors de l'inspection du 30 avril 2025 n'ont pas permis de répondre à l'une des demandes de l'inspection des installations classées en ce qui concerne l'asservissement du réseau de sprinklage à la détection de température au niveau du stockage de polybutadiène de l'atelier PS. Par conséquent, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre, dans un délai d'un mois, les éléments justificatifs concernant ce point (cf. point de contrôle n°4).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks de polymères

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article point 2.3.2 (partiel) de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 16/02/2025
Prescription contrôlée : <p>« L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. [...] »</p>
Constats : <p>Suite à la visite du 5 novembre 2024, l'inspection des installations classées demandait à l'exploitant, dans un délai de deux mois, de mettre à jour le fichier de l'état des stocks afin d'identifier les quantités stockées par produit et par zone de stockage.</p> <p>L'inspection des installations classées constate qu'aucun élément n'a été transmis par l'exploitant</p>

avant la visite du 30 avril 2025.

L'inspection des installations classées constate, lors de la visite du 30 avril 2025, sur la base du fichier "état des stocks PS" - mise à jour du 29 avril 2025 :

- la prise en compte des différentes zones de stockage de l'atelier PS (intérieurs et extérieurs) ;
- la cohérence entre le fichier susmentionné et le plan de localisation des zones de stockages.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stockage du polystyrène (produits finis)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.3.2 (partiel) de l'annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, évaluation des risques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 16/02/2025

Prescription contrôlée :

« L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. [...] »

Étude de dangers PS – Chapitre 2 – révision février 2018 :

« [...] Les palettes de polystyrène sont rangées sur une aire de stockage extérieure avant expédition par camion. [...] »

Constats :

Lors de la visite du 5 novembre 2024, l'inspection des installations classées constatait que l'exploitant stockait une partie des produits finis (polystyrène) en dehors des zones autorisées sans prendre en compte ces zones dans l'étude de dangers et n'a pas été en mesure de justifier l'absence de risques liés à ces stockages.

L'inspection des installations classées demandait à l'exploitant, dans un délai de deux mois :

- de justifier la prise en compte dans l'étude de dangers du risque lié au stockage de polystyrène à l'extérieur de l'atelier PS ;
- d'identifier les différentes zones où du polystyrène est susceptible d'être stocké au sein de l'établissement de Saint-Avoid ;
- de mettre à jour le plan général des stockages.

L'inspection des installations classées constate qu'aucun élément n'a été transmis par l'exploitant avant la visite du 30 avril 2025.

Lors de la visite du 30 avril 2025, l'inspection des installations classées constate, sur le terrain, l'absence de stockage de produits finis (polystyrène) au droit des zones où des stockages non autorisés avaient été constatés par l'inspection des installations classées lors de la visite du 5 novembre 2024.

L'exploitant déclare, lors de la visite :

- que ces zones de stockage supplémentaires sont nécessaires uniquement au période de grand arrêt (tous les six ans) sur une durée de deux à trois mois ;
- qu'une étude est en cours pour envisager la demande de modification des zones de stockage par l'intermédiaire d'un porter à connaissance auprès du préfet.

L'inspection des installations classées rappelle que seules les zones de stockage prévues dans l'étude de dangers - révision février 2018 sont autorisées et que toute modification de ces zones devra faire l'objet d'un porter à connaissance auprès du préfet en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement avec tous les éléments d'appréciation nécessaires et notamment la mise à jour de l'évaluation des risques relatif aux modifications concernées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Couronnes d'arrosage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 16/02/2025

Prescription contrôlée :

« [...] »

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ([...] moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique [...] par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition [...] de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications. [...] »

Étude de dangers – révision février 2018 (chapitre 2) :

« Des moyens fixes d'arrosage sont installés sur les équipements suivants :

- Les bacs de stockage journaliers et bacs de matières premières qui sont équipés de couronnes d'arrosage [...] »

<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite du 5 novembre 2024, l'inspection des installations classées demandait à l'exploitant de fournir, dans un délai de deux mois, les éléments permettant de justifier du respect des débits requis pour les couronnes d'arrosage T9102, T9104 et T9108.</p> <p>L'inspection des installations classées constate qu'aucun élément n'a été transmis par l'exploitant avant la visite du 30 avril 2025.</p> <p>L'inspection des installations classées constate lors de la visite du 30 avril 2025, sur la base des fiches de vie réalisées par le service d'intervention incendie interne du site et constats du 1er octobre 2024, le respect des débits des couronnes d'arrosage requis à l'article 24.3.1 de l'arrêté préfectoral du 9 avril 1991 modifié (5 l/min/m²).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Détections incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55-A (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 16/02/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Point A (partiel) de l'article 55 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié :</u> « L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. [...] Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés. L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. [...] »</p> <p><u>Article 5 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 1997 modifié :</u> « [...] Outre les moyens incendie disponibles sur le site de Carling, le stockage de peroxydes sera protégé contre l'incendie par les moyens suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • réseau de sprinklers asservi à la détection incendie [...] » <p><u>Article 11.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 9 avril 1991 modifié :</u></p>

«[...] l'entrepôt de stockage de caoutchouc sera protégé par un système d'extinction par sprinklers dont le déclenchement sera provoqué par toute élévation de température anormale. »

Étude de dangers – révision février 2018 (chapitre 2) :

« La détection feu de l'atelier Polystyrène est assurée par un réseau de détecteurs judicieusement répartis géographiquement en fonction des secteurs les plus sensibles. Les zones protégées contre l'incendie sont les suivantes :

[...]

- Le stockage de polybutadiène,

[...]

- Le stockage de peroxydes.

Les capteurs sont de types divers (infrarouges ou thermiques). Les alarmes générées sont retransmises en salle de contrôle sur une centrale de visualisation et commandent simultanément un avertisseur sonore.

Plan issu de l'étude de dangers :

- 4 détecteurs dans le local de stockage du polybutadiène ;
- 2 détecteurs dans le local de stockage des peroxydes. [...] »

Constats :

Suite à la visite du 5 novembre 2024, l'inspection des installations classées demandait à l'exploitant de transmettre, dans un délai de deux mois, les justificatifs suivants :

- derniers rapports des tests des détecteurs MC-PEROX-01, MC-PEROX-02 et DF-PBU-0-01 ;
- asservissement du réseau de sprinklers aux détecteurs incendie du local de stockage de peroxydes ;
- déclenchement du système d'extinction suite à une détection anormale de température dans le bâtiment de stockage de polybutadiène.

L'inspection des installations classées constate qu'aucun élément n'a été transmis par l'exploitant avant la visite du 30 avril 2025.

L'inspection des installations classées constate, lors de la visite du 30 avril 2025, sur la base des rapports de la société en charge de la maintenance préventive et des tests sur les détecteurs de l'atelier PS (rapports des 22 et 23 février 2024 et du 13 juin 2024) :

- une intervention de maintenance sur le système aspirant dans le bâtiment de stockage de polybutadiène (DM-TP-01-L), le 19 février 2024 ;
- la réalisation d'une visite de maintenance des détecteurs incendie entre le 21 et 23 février 2024 et notamment les détecteurs du bâtiment polybutadiène DF-PBU-0-01 (DM-TP-01-L) et du local de stockage des peroxydes - détecteurs MC-PEROX-01 à 04 (DOT-1151-Ex) ;
- la réalisation d'un test réel le 13 juin 2024, dans le local de stockage des peroxydes, afin de vérifier le fonctionnement de l'alarme et de l'asservissement du système d'arrosage au système de détection du local ;
- l'asservissement entre la détection fumée et le système de désenfumage du bâtiment de stockage de polybutadiène. Cependant, les éléments transmis par l'exploitant ne permettent pas de confirmer le déclenchement du système d'extinction suite à une

détection anormale de température dans le bâtiment de stockage de polybutadiène. L'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre les justificatifs complémentaires suite à la demande par courriel du 6 mai 2025 de l'inspection des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Considérant les éléments susmentionnés et la réponse partielle à la demande de justificatifs suite à la visite du 5 novembre 2024, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant, dans un délai d'un mois, de transmettre les justificatifs concernant le déclenchement du système d'extinction suite à une détection anormale de température dans le bâtiment de stockage de polybutadiène conformément à l'article 11.1 de l'arrêté préfectoral du 9 avril 1991 modifié susmentionné.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Déversoirs mousse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 16/02/2025

Prescription contrôlée :

« [...] »

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ([...] moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique [...] par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition [...] de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications. [...] »

Étude de dangers – révision février 2018 (chapitre 2) :

« Des moyens fixes d'arrosage sont installés sur les équipements suivants :

- Les bacs de stockage journaliers et bacs de matières premières qui sont équipés [...] de déversoirs de mousse dans les cuvettes; [...] »

<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite du 5 novembre 2024, l'inspection des installations classées demandait à l'exploitant de fournir, dans un délai de deux mois, les justificatifs du respect des débits requis des déversoirs mousse pour les réservoirs T9102, T9104 et T9108.</p> <p>L'inspection des installations classées constate qu'aucun élément n'a été transmis par l'exploitant avant la visite du 30 avril 2025.</p> <p>L'inspection des installations classées constate, lors de la visite du 30 avril 2025, sur la base des fiches de vie réalisées par le service d'intervention incendie interne du site et constats du 1er octobre 2024, le respect des débits des déversoirs mousse pour les réservoirs T9102, T9104 et T9108 requis à l'annexe 5 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié (4 l/min/m²).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>